

*Expansion des exportations*

La seconde société à en avoir le plus bénéficié a été la société Montreal Engineering de Montréal, au Québec. Elle s'est vu accorder des contrats de l'ordre de 118.8 millions de dollars.

**Une voix:** Elle est contrôlée à 65 p. 100 par le gouvernement provincial.

**M. Stevens:** Le député a anticipé sur la suite de mes observations. Je ferai remarquer que la société Montreal Engineering n'est pas la propriété du gouvernement québécois.

**Une voix:** Mais la société Marine Industries Limited l'est.

**M. Stevens:** Évidemment, le gouvernement est très susceptible à ce propos. La société Marine Industries Limited, dont le gouvernement québécois possède effectivement des actions, a été bénéficiaire de contrats de l'ordre de 104 millions de dollars. Comme on l'a révélé au comité, les cadres supérieurs de la société Marine Industries appartiennent à la famille des Simard, et je pense que la plupart des députés à la Chambre n'ignorent pas les liens existant entre les Simard et des Libéraux éminents du Québec.

La quatrième compagnie sur cette liste privilégiée n'est nulle autre que la M. L. Worthington Limited de Montréal. Cette société dont 60 p. 100 des actions sont détenues par une entreprise américaine a reçu 95.6 millions en financement au titre de l'expansion des exportations. A propos de la M. L. Worthington, je crois qu'il convient de consigner au compte rendu ce que le président du conseil d'administration de cette compagnie, M. Henry Valle, déclarait à l'occasion d'un colloque sur le financement des exportations tenu sous les auspices de l'Association canadienne des exportations et l'Association des banquiers canadiens le 28 novembre 1974, à savoir que 40 p. 100 de sa compagnie appartenait à des Canadiens et le reste à des Américains. Avec grand enthousiasme, je pense, il a alors signalé que la Société pour l'expansion des exportations avait été extrêmement utile aux opérations de la compagnie au Canada, faisant remarquer ceci: «Nous nous rangeons parmi ses principaux clients.» Chose certaine, la compagnie se classe au quatrième rang parmi les favoris du gouvernement libéral.

Ce qui frappe peut-être le plus c'est l'interprétation étrange que donne du financement de l'expansion des exportations le président de cette filiale 60 p. 100 américaine. Le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees) a fait observer que nous avons réussi à faire supprimer par la Société pour l'expansion des exportations le minimum de \$1,000 sur le plafond qu'elle avait établi depuis bien des années pour le financement des exportations. Écoutez bien la curieuse interprétation que donne le président de cette filiale américaine à ce plafond. Je le cite:

La Société a maintenu le niveau peu élevé de \$1,000,000 pour les ventes visées par le financement à long terme, ce qui, il va sans dire, exclut normalement la plupart de ces entreprises. En s'adressant à la MLW celles-ci réussissent à faire financer à long terme leurs exportations.

La Société pour l'expansion des exportations a maintenu un plafond de 1 million de dollars à l'exclusion, comme l'a souligné M. Vail, d'un grand nombre de sociétés au Canada qui aimeraient partager ce financement. Chose curieuse, il déforme la situation au point que cette filiale américaine constitue en fait une manière de tamiser le financement qu'effectue la Société pour l'expansion des exportations de nos manufactures qui appartiennent à des Canadiens. C'est une déformation incroyable.

[M. Stevens.]

Permettez que je signale que la société M.L. Worthington Limited a reçu non seulement 95.6 millions de dollars comme l'a rappelé M. Vail, mais également un appui considérable de la part d'autres ministères fédéraux pour maintenir ses opérations. Il suffit de lire les rapports annuels de la MLW pour constater que près de 50 p. 100 de ses ventes ces dernières années ont été financés par le gouvernement fédéral. Les ventes globales de l'entreprise ont atteint près de 55 millions de dollars dont près de la moitié a été financée par la Société pour l'expansion des exportations.

J'espère sincèrement que le ministre ou quiconque lui succédera au gouvernement s'assurera qu'à l'avenir les fonds dépensés par la Société profiteront beaucoup plus aux petits commerçants que ce ne fut le cas jusqu'à présent. Ce ne sont pas les exemples qui manquent à cet égard. C'est ainsi qu'aux États-Unis, il existe une société semblable à notre Société pour l'expansion des exportations, appelée l'Export-Import Bank of the United States. Cette société assiste de diverses façons les hommes d'affaires américains qui désirent exporter. Il y a lieu de signaler que l'un de ses programmes fait appel à la collaboration des banques étrangères et prévoit le concours de banques à charte canadiennes. J'ai remarqué, dans son rapport du 30 juin de cette année, que 2,600 millions à peu près ont été avancés à des maisons américaines exportant au Canada.

● (1420)

C'est ce genre d'activité que devrait encourager notre Société pour l'expansion des exportations. Si son homologe américaine est capable d'assurer le financement d'un volume global de plusieurs centaines de millions de dollars exporté par de petites entreprises à destination du monde entier—soit directement, soit par l'intermédiaire de banques correspondantes—notre société pourrait certainement faire de même. Le comité a constaté que les fonctionnaires de la Société pour l'expansion des exportations se sont montrés excessivement évasifs. Ils se sont obstinés à ne pas fournir de réponses directes et nettes sur l'activité de l'organisme. Il en a déjà été question à la Chambre, mais il convient de signaler encore une fois que cette société refuse systématiquement de révéler les taux d'intérêt qu'elle demande aux États étrangers sur les prêts qu'elle leur consent.

Nous savons indirectement qu'une bonne part de l'argent ainsi avancé est assortie de taux aussi faibles que 6 p. 100. Une autre tranche rapporte dans les 7 p. 100. Au comité, on nous a dit que ces renseignements ne pouvaient être publiés, en raison de la concurrence. J'ai répliqué que l'Export-Import Bank communique ces renseignements; en réalité, elle les publie dans ses rapports périodiques. Ce genre de dissimulation n'a rien de canadien. Il est temps que le gouvernement actuel s'ouvre au public canadien sur ses activités, surtout quand il décide de favoriser, comme il le fait dans le cas de cette société, certains exportateurs au détriment d'autres. La plupart sont maintenant dans l'esprit des Fêtes. Toutefois, je dirais que pour les amis favorisés du gouvernement libéral actuel il n'y a pas de meilleur Père Noël que la Société pour l'expansion des exportations, à en juger par le passé.

Il y a une autre question qui devrait préoccuper tous les députés. C'est le point très essentiel de savoir si ces prêts de centaines de millions de dollars, qui atteindront sous peu les milliards, que l'on consent maintenant seront entièrement remboursés. La réponse honnête est qu'à l'heure actuelle personne ne le sait. En répondant à une question directe qu'on lui posait, le président de la Société